

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URBASYS

Route du Tremblay
91480 Varennes-Jarcy

Références : *D2025-1522*

Code AIOT : 0006508885

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement URBASYS implanté Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URBASYS
- Route de tremblay 91480 Varennes-Jarcy
- Code AIOT : 0006508885
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société URBASYS exploite depuis novembre 2005 l'usine de biométhanisation du SIVOM de la Vallée de l'Yerre et des Sénarts à VARENNES-JARCY en tant que délégataire de service public.

En 2020, le SIVOM de la vallée de l'Yerres et des Sénarts a renouvelé sa concession de travaux et service public pour une durée de huit ans à URBASYS soit jusqu'au 31.12.27.

Process de traitement par méthanisation et compostage : production de biogaz valorisé en électricité et production de compost valorisé en agriculture.

Capacité technique globale de l'installation de 100 000 tonnes par an.

Ordures ménagères résiduelles : 65 000 tonnes.

Déchets verts : 17 500 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Système d'alarme et de mise en sécurité	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 6.1 Titre 3 Chap 1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Autosurveillance	AP Complémentaire du 08/02/2010, article 5.1	Demande d'action corrective	8 mois
5	Conditions particulières des rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 2.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Odeur	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 2.4 chap 2	Demande d'action corrective	6 mois
8	Gestion des opérations de détection	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 1.4.3 Titre 3 Chap 3	Demande d'action corrective	1 mois
9	Compostage et fabrication de supports de culture	AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1 chap 5	Demande d'action corrective	1 mois
11	Compostage - condition de stockage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
12	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.1.1 Titre 3, Chap 1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 Titre 3 Chap 5	/	Sans objet
10	Nature de l'activité	AP Complémentaire du 18/11/2010, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne reçoit plus sur son site de biodéchets. Il doit faire un courrier à l'inspection des installations classées pour l'en aviser et l'informer que le plan de montée en charge prévu est de fait caduc.

L'exploitant doit apporter une vigilance particulière à la séparation des andains de compostage, ces derniers ne doivent pas être en contact les uns avec les autres en particulier quand ils ne sont pas au même stade de traitement.

La mise en place de rétention doit être renforcée, même lors des stockages temporaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2021, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 01/04/2025

Prescription contrôlée :

L'article 71 du Chapitre V du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est complété comme suit :

Les moyens d'intervention en cas d'incendie dans la halle de réception des déchets sont complétés par :

- deux canons à eau à commande manuelle (avec télécommandes radio portables) et automatique alimentés par une motopompe diesel et une réserve d'eau d'un volume minimum de 150 m³. Les canons sont positionnés et orientables de manière à attaquer dans deux directions un départ de feu dans la fosse de réception.
- un rideau d'eau à déclenchement manuel pour le bow-window de la salle de commande.

Art 71 du chapitre V du Titre 3 de l'arrêté n°2008 PREF.DCI/30125 du 22/08/2008 (non modifié) :

L'établissement est doté de moyens adaptés (RIA, extincteurs, réserves de sable...) aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Constats :

Rappel du constat de la précédente inspection :

L'inspection demande à l'exploitant, lors du prochain contrôle des poteaux d'incendie, d'effectuer la mesure des débits et pressions en simultané.

L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du bon fonctionnement des moyens de secours de son installation (désenfumage partiellement fonctionnel et fuite d'un RIA) et de transmettre les justificatifs.

Constat réalisé durant l'inspection du 26/08/2025 :

L'inspection prend connaissance des rapports de contrôle liés aux moyens d'intervention :

- Désenfumage :

L'exploitant a transmis à l'inspection, le devis signé ainsi que le bon de commande correspondant daté du 14/05/2025 auprès de l'entreprise SIA, pour des travaux sur ses équipements de désenfumage.

Les travaux ont été réalisés par l'entreprise SIA le 30/07/2025. Le prochain contrôle réglementaire sera réalisé par l'entreprise DESAUTEL en décembre 2025.

- Extincteurs :

L'exploitant présente le rapport de vérification des extincteurs daté du 28/03/2025 et le bon d'intervention relatif à la levée des non-conformités daté du 06/06/2025 de la société DESAUTEL.

- RIA :

L'exploitant présente le procès-verbal de contrôle des RIA établi par la société DESAUTEL daté du 28/03/2025. L'ensemble des équipements sont conformes.

- Poteaux incendie :

L'exploitant présente le rapport de vérification de la société DESAUTEL daté du 05/08/2025 accompagné de la fiche de relevés des débits et pressions concluant sur la conformité des quatre poteaux d'incendie. Les mesures ont été réalisées en individuel et en simultané.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Système d'alarme et de mise en sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2021, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours

Prescription contrôlée :

L'article 3.2.2 du Chapitre V du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est complété comme suit :

Le hall de réception des déchets est équipée d'une détection incendie assurée par des détecteurs de flamme infrarouge couplés à des caméras thermiques. Un moniteur de report des caméras thermiques et une centrale de contrôle et de signalisation des alarmes sont installés en salle de commande. Le déclenchement de la détection incendie entraîne l'arrêt des installations et l'arrêt de la ventilation.

Les locaux TGBT « méthanisation rez de chaussée », « méthanisation 1^{er} étage » et « affinage » sont dotés d'une détection incendie optique de fumée et d'une extinction automatique. Un report d'alarme est disposé en salle de commande.

Le local TGBT des TFR est doté d'une détection incendie optique de fumée et d'une extinction automatique à gaz. Un report d'alarme est disposé en salle de commande.

Les tapis traversant le mur séparatif entre le bâtiment « chaîne de tri » et l'atelier méthanisation ainsi que le bâtiment « chaîne de tri » et le hall de réception, sont dotés d'une détection incendie assurée par des détecteurs de flamme infrarouge et d'une extinction automatique. Un report d'alarme est disposé en salle de commande.

La détection incendie est composée d'au moins :

- 2 détecteurs en entrée de chaque tapis
- 2 détecteurs en sortie de chaque tapis.

L'extinction automatique est composée d'au moins :

- un rideau d'eau dans le passage du mur coupe feu entre la « chaîne de tri » et l'atelier méthanisation ainsi que dans le passage du mur coupe feu entre la « chaîne de tri » et le hall de réception
- un système « déluge » à l'entrée des tapis du côté de la chaîne de tri.

Les bennes à fond mouvant sont dotées d'un système d'extinction manuel et automatique. Un report d'alarme est disposé en salle de commande.

L'atelier de compostage est doté d'une détection incendie assurée par des détecteurs de flamme infrarouge. Un report d'alarme est disposé en salle de commande.

Constats :

L'inspection constate lors de la visite que le détecteur de flamme n°1 de la fosse de stockage des ordures ménagères est hors-service.

L'exploitant indique qu'une intervention de maintenance est prévue courant septembre sur l'équipement.

Il précise également que cet équipement est en redondance avec d'autres équipements de détection situés au niveau de la fosse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport d'intervention attestant que la maintenance a été réalisée sur l'équipement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 6.1 Titre 3 Chap 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection le bordereau de suivi de déchet (BSD) de son séparateur d'hydrocarbure du 31/01/2025, ainsi que le compte rendu d'intervention du curage réalisé le 31/01/2025 par l'entreprise ORTEC. Il transmet également le bon d'intervention de pompage de la fosse de relevage réalisé le 30/07/2025 par l'entreprise ORTEC. Une intervention de maintenance (pompage et contrôle des pompes) a été réalisé le 01/10/2024 et le 03/10/2024, sur le bassin d'orage. L'inspection constate au moment de la visite la forte présence de végétaux et de boues dans les bassins (voir photos en annexe). L'exploitant indique que le prochain curage est prévu à la fin du premier semestre 2026 pour l'un des bassins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit régulièrement procéder au nettoyage et curage de ses bassins de sorte à éviter la présence de boues à la surface des bassins (voir planche photographique).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2010, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être saisis et transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1 sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection les rapports d'analyses de ses effluents aqueux réalisés par les entreprises Eurofins et Aqua-mesure daté du 12/02/2025. Il existe une incohérence entre l'intitulé du rapport, qui mentionne une « analyse des eaux résiduaires », et son contenu, dans lequel il est indiqué que les eaux analysées correspondent aux

eaux pluviales. L'exploitant confirme par ailleurs que les échantillons analysés dans ce rapport concernent bien les eaux pluviales.

L'exploitant indique que sa station d'épuration est mise à l'arrêt et ne produit donc pas de rejets d'eaux industrielles. En effet celles-ci sont réutilisées dans le processus de méthanisation.

Compte tenu de l'absence de rejets industriels, l'exploitant n'est plus tenu de renseigner l'application GIDAF pour ce type de rejet.

Si l'exploitant produit de nouveau des effluents industriels, il sera tenu de les analyser et de renseigner mensuellement l'application GIDAF pour assurer leur suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit être vigilant sur les intitulés de ses rapports d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2021, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Le tableau de l'article 3.2 du Chapitre II du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est remplacé comme suit :

Installations ou émissaires concernés	Débits des gaz (Nm ³ /h)	Paramètres	Concentrations (mg/Nm ³)	
			- à 3 % d'O ₂ pour la chaudière	- à 15 % d'O ₂ pour les groupes
Chaudière de production de vapeur biogaz et GNR/FOD	790		- à 11 % d'O ₂ pour la torche	
			Biogaz	GNR/FOD
		Oxyde de soufre (en éq. SO ₂)	110	170
		Oxyde d'azote (en éq. NO ₂)	100	150
		Monoxyde de carbone	250	100
		Poussières	5	50
		Composés organiques volatils non méthaniques (en carbone total)	50	50
		HAP	0,1	0,1
Groupe électrogène (valeurs données pour un groupe)	5 000 pour les 2 GE existants 6346 pour le nouveau GE	Oxyde de soufre (en éq. SO ₂)	60	
		Oxyde d'azote (en éq. NO ₂)	190	
		Monoxyde de carbone	450	

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de la campagne de mesures annuelles des rejets atmosphériques de la chaudière et des générateurs Biogaz. La campagne a été menée du 6 au 7 février 2025 par l'entreprise Kali'air. **Toutefois les résultats des mesures sont exprimés en m³ sur sec et non en Nm³.**

Un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été demandé à l'exploitant pour l'année 2025. Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande émis auprès de l'entreprise GINGER LECES le 23/12/2024.
Le contrôle a été réalisé au mois de juillet 2025. L'exploitant ne dispose pas du rapport au moment de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à l'inspection les rapports d'analyses avec des résultats exprimés en Nm^3 .

Il doit veiller à ce que les rapports d'analyses expriment les résultats dans les mêmes unités de mesure que celles prescrites dans les arrêtés préfectoraux applicables à ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Odeur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2021, article 2.4 chap 2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les six derniers alinéas de l'article 3.3 du Chapitre II du Titre 3 de l'arrêté n° 2008 PREF.DCI/30125 du 22 août 2008 est modifié comme suit :

Les mesures préventives et organisationnelles notamment celles relatives à la réception des déchets, de même que la captation des émissions diffuses dans les bâtiments et le traitement des effluents gazeux captés doivent permettre de respecter la valeur maximale de 5 UOE/ m^3 dans un rayon de 3 km autour du site.

Cette valeur limite ne pourra être dépassée plus de 2 % du temps (175 heures par an).

Les effluents gazeux canalisés sont acheminés avant rejet vers une des installations de traitement d'air du site (filtre à charbon actif ou biofiltre).

La concentration d'odeur ou niveau d'odeur est le niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de la population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par mètre cube (uoE/ m^3).

Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725.

Le débit d'odeur est le produit du débit d'air rejeté exprimé en m^3/h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h).

En sortie de biofiltre et en sortie du traitement de l'air par charbon actif, les valeurs limites en composés odorants à ne pas dépasser sont les suivantes :

- hydrogène sulfuré 0,1 mg/ Nm^3
- mercaptans 0,04 mg/ Nm^3
- ammoniac 20 mg/ Nm^3
- amines 0,1 mg/ Nm^3

Le flux d'odeur en sortie de biofiltre est fixé à 370.106 uoE/h.

Le niveau d'odeur en sortie de biofiltre est fixé à 4 400 uoE/ m^3 .

Le flux d'odeur en sortie du traitement de l'air par charbon actif est fixé à 276.106 uoE/h.

Le niveau d'odeur en sortie du traitement de l'air par charbon actif est fixé à 1 500 uoE/ m^3 .

L'exploitant fait réaliser au moins une fois par an une mesure du niveau d'odeur, du flux d'odeur et des divers paramètres visés ci-dessus, dans les gaz rejetés en sortie de biofiltre et en sortie du

traitement de l'air par charbon actif.

Les niveaux et les flux d'odeur visés ci-dessus pourront être révisés dans le cadre de plaintes de riverains ou à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant transmet le rapport de campagne de mesure olfactive du 12/12/2024 réalisé par l'entreprise EGIS. L'inspection constate que les résultats sont exprimés dans une unité de mesure différente de celle des prescriptions de l'APC de 2021. **En effet les résultats de concentration pour les différents paramètres sont exprimés dans le rapport en mg/m^3 et non en mg/Nm^3 .**

Le rapport d'EGIS indique « **tous les paramètres vérifiés apparaissent conformes, hormis la concentration de mercaptants relevée en sortie du charbon actif, qui est supérieure à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 février 2021** ».

Le remplacement du filtre à charbon actif du traitement d'air du hall de réception est prévu en septembre 2025 par l'entreprise JACOBI CARBONS.

Une nouvelle campagne de mesure va être réalisée courant décembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le :

- rapport de la campagne de mesure de 2024 avec les résultats exprimés dans la bonne unité de mesure,
- rapport d'intervention pour le remplacement du charbon actif,
- rapport de la campagne de mesure qui sera menée en décembre 2025.

L'exploitant doit veiller à ce que les rapports d'analyses expriment les résultats dans les mêmes unités de mesure que celles prescrites dans les arrêtés préfectoraux applicables à ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 2.3 Titre 3 Chap 5
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons equipotentielles. Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de contrôle de l'entreprise H.E ROBSON, daté du 14/06/2025 relatif au contrôle des TGBT. Le rapport ne mentionne pas de non-conformité ou observation. L'exploitant transmet également le Q18 daté du 17/02/2025 qui atteste que l'installation ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des opérations de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 1.4.3 Titre 3 Chap 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Chaque passage au portique fait l'objet d'un enregistrement qui permet d'assurer une traçabilité du contrôle réalisé.

L'enregistrement comprend a minima, la date et l'heure du contrôle, le numéro d'immatriculation du véhicule contrôlé et le résultat de ce contrôle.

Toute détection d'un chargement radioactif entraîne :

- le déclenchement d'une alarme au niveau du portique. Cette alarme est retransmise en salle de commande ;
- l'interdiction de déversement des déchets dans l'usine ainsi que l'immobilisation du véhicule. L'inspection est informée immédiatement de la détection.

Cette immobilisation ainsi que l'interdiction de déversement peuvent être levées à l'une des conditions suivantes :

- la (ou les) source(s) radioactive(s) ont été extraites du chargement et un nouveau contrôle a permis de s'en assurer ;
- le niveau de radioactivité a décru en deçà du seuil de détection et un nouveau contrôle a permis de s'en assurer.

En cas de nécessité de décharger le contenu du véhicule détecté radioactif, le déchargement est réalisé sur une aire imperméable mise en place à cet effet et aménagée et balisée conformément à la réglementation relative à la radioprotection.

Le véhicule et son chargement peuvent être retournés au producteur du chargement aux conditions suivantes :

- le niveau d'irradiation et de contamination est en deçà des normes fixées par la réglementation transport ;
- le producteur est unique et parfaitement identifié.

Toute détection fait l'objet de l'information explicite du client en vue notamment de la recherche du producteur du déchet considéré.

Constats :

L'exploitant indique que les sources de radioactivité détectées sont essentiellement liées aux déchets provenant des maisons de retraite mais également des déchets de particuliers recevant des soins à domicile.

Lors de la visite, l'inspection constate que le portique de détection de radioactivité n'est pas à l'heure, ce qui fausse le suivi des déchets radioactifs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remettre à l'heure le portique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Compostage et fabrication de supports de culture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2021, article 5.1 chap 5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Afin de permettre le traitement des biodéchets sur une ligne de traitement dédiée, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan de montée en charge avant le 1 ^{er} avril 2021.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a plus d'apports, et donc de traitement, de biodéchets sur le site depuis le 1 ^{er} juillet 2024. Le plan de montée en charge est de fait caduc.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit adresser un courrier à Madame la Préfète indiquant qu'en raison de l'arrêt des apports et de traitement de biodéchets sur le site, le plan de montée en charge détaillé dans le courrier du 21/09/2022 est caduc.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Nature de l'activité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/11/2010, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La quantité de déchets entrant sur le site ne doit pas dépasser 100.000 t/an.
Constats : Pour l'année 2024, la quantité globale de déchets réceptionnés sur l'installation est de 68 615 tonnes dont : <ul style="list-style-type: none">- 54 445 tonnes d'ordures ménagères résiduelles,- 13 933 tonnes de déchets verts,- 237 tonnes de déchets tiers (biodéchets). La quantité de déchets reçus sur le site au titre de l'année 2024 est inférieure à la quantité maximale autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Compostage - condition de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que les andains de produits finis ne sont pas séparés du stock de déchets végétaux en attente de criblage. De plus l'inspection constate une absence d'affichage sur l'ensemble des andains pour indiquer le numéro de lot et la nature des éléments stockés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à assurer la séparation physique des différents lots, des produits et des déchets. Il doit également mettre en place un affichage permettant d'identifier les lots.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2008, article 7.1.1 Titre 3, Chap 1
Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

L'élimination des produits récupérés en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate des rétentions sous dimensionnées par rapport à la quantité de produits dangereux stockés, et par endroits une absence totale de rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à mettre en place systématiquement des rétentions pour le stockage des produits ou déchets dangereux, même lors de stockages temporaires le temps d'intervention de maintenance.

De plus ces rétentions doivent être correctement dimensionnées en fonction de la quantité de substances stockées.

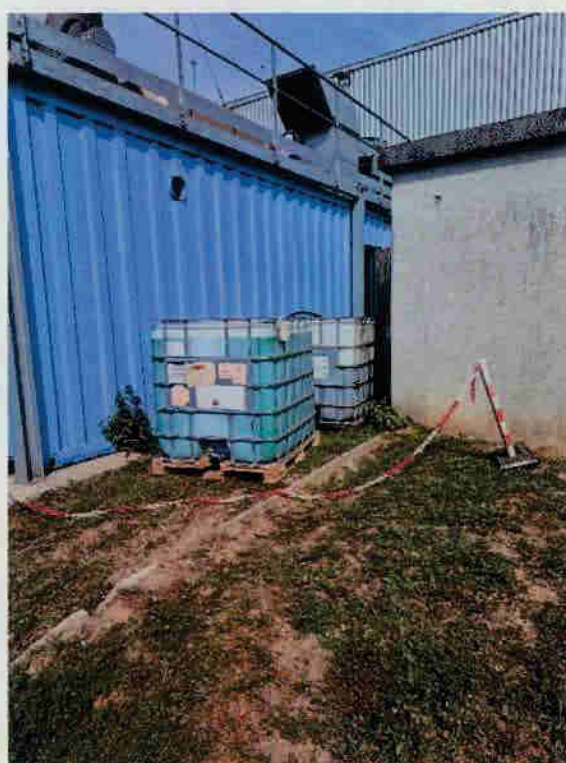
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Annexe – Planche photographique

Rétentions



Compostage



Bassin de rétention



